

Présidence: M. Lucien Weiler, Président  
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1.

Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire survenue à Zoufftgen, le 11 octobre 2006
2.

Dépôt d'un projet de loi
3.

Communications
4.

Retrait du rôle des affaires du projet de loi 5241
5.

5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000  
*(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*
6.

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de la violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique  
*(Débat)*
7.

5492 - Projet de loi portant modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, de la loi modifiée du 16 octobre 1934 sur l'évaluation des biens et des valeurs et de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934  
*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*
8.

5520 - Projet de loi relative à la surveillance des conglomerats financiers, portant

1.

transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives 98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil;

2.

modification

-

de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

-

de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

*(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

9.

5439 - Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal  
*(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

10.

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP au sujet de l'obésité des enfants et des adolescents  
*(Débat)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

*(Début de la séance publique à 14.30 heures)*
- » M. le Président. - D'Sitzung ass op.
1. Hommage aux victimes de la catastrophe ferroviaire survenue à Zoufftgen, le 11 octobre 2006
- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kollegen, ech hunn déi traureg Flicht, gläich uganks der Sitzung op en tragescht Zuchaccident hinzewiesen, dat sech kuerz viru Mëtteg op der franséischer Grenz zu Zoufftgen zougedroen huet. Vun néng Persounen, déi hiert Liewe verluer hunn, mindestens, an och mindestens 20 Verletzte geet bis elo an de Medie Rieds.

Dee schreckleche Bilan vun dëser Katastroph, wou e Gidderzuch mat engem Persounenzuch kollidéiert ass, léisst eis alleguerte fassungslös an erfüllt eis mat déiwer Trauer.

De Familljen a Bekannte vun den Doudesaffer wëll ech am Numm vun der ganzer Chamber eist Matgefill ausdrécken.

Deene Verletzten, déi d'Ongléck iwwerlieft hunn, sief gewënscht, datt si um Wee vun der Besserung gehollef kréien, fir mat hirem schrecklechen Érlëfnis ëmgoen ze kënnen.
- Mir wëllen elo opstoe fir den Affer am Stëllen eng lescht Eier ze erweisen.

*(Minute de silence)*

Ech soen Iech Merci.

Ech wëll d'Madame Jacobs froen, ob d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen huet.

» Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.* - Jo, Här President.

**2. Dépôt d'un projet de loi**

Här President, duerch Arrêté grand-ducal vum 6. Oktober huet de Grand-Duc mech autoriséiert, de Projet de loi iwwert de Service volontaire des jeunes ze deposéieren.

*5618 - Projet de loi sur le service volontaire des jeunes.*

Merci, Här President.

» M. le Président. - Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. De Projet gëtt an déi zoustänneg Kommissioun verwisen.
- 3. Communications**

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre à partir du 17 juillet 2006:

1. **5597** - Projet de loi portant modification des articles 116, 152, 185 et 188 du Code d'instruction criminelle et abrogation des articles 127(5) et 186 dudit code

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 17.07.2006

2. **5598** - Projet de loi sur la construction d'autoroutes de l'information

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre des Communications, le 19.07.2006

3. **5599** - Projet de loi portant transposition de la directive 2005/81/CE de la Commission du 28 novembre 2005 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la transparence des relations financières entre les États membres et les entreprises publiques ainsi qu'à la transparence financière dans certaines entreprises

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 26.07.2006

4. **5602** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 mai 1999 relatif aux dénominations textiles

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 09.08.2006

5. **5603** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Estonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Tallinn, le 23 mai 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.08.2006

6. **5604** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement des États-Unis du Mexique dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et des sports, signé à Mexico, le 16 février 2006

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.08.2006

7. **5605** - Projet de loi 1) relative à l'organisation du marché de l'électricité; 2) instaurant un poste de Commissaire du Gouvernement à l'Énergie; 3) abrogeant - la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydroélectriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport; - la loi du 4 janvier 1928 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg approuvant la convention de concession du 11 novembre 1927 ainsi que ses annexes; - la loi du 30 juin 1927 approuvant le contrat de fourniture de courant du 11 avril 1927 pour l'électrification du Grand-Duché de Luxembourg; - la loi du 2 février 1924 concernant les distributions d'énergie électrique dans le Grand-Duché de Luxembourg; - la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité; et 4) modifiant - la loi du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation; 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État; - la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006

8. **5606** - Projet de loi relative à l'organisation du marché du gaz naturel et abrogeant la loi modifiée du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel et por-
- tant modification 1) de la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité et 2) la loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'État et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport

Dépôt: Monsieur Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 28.08.2006

9. **5607** - Projet de loi portant création d'un lycée à Belval

Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 31.08.2006

10. **5608** - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg au renforcement de la Force intermédiaire des Nations Unies au Liban (FINUL)

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Défense, le 01.09.2006

11. **5609** - Projet de loi portant approbation - de l'Accord modifiant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000; - de l'Acte final signé à Luxembourg, le 25 juin 2005; - de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, modifiant l'Accord interne du 18 septembre 2000 relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'Accord de partenariat ACP-CE, signé à Luxembourg, le 10 avril 2006; - de l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des États membres, réunis au Conseil, relatif au financement des aides de la Communauté au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2008-2013 conformément à l'Accord de partenariat ACP-CE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, signé à Bruxelles, le 17 juillet 2006

Dépôt: Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 05.09.2006

12. **5610** - Projet de loi relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg - à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale de l'Association Internationale de Développement et - à la septième reconstitution des ressources du Fonds International de Développement Agricole

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 18.09.2006

13. **5611** - Projet de loi promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; 5. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 6. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 7. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 8. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traite-
- www.chd.lu 9



ments des fonctionnaires de l'État; 11. éta- blissement de la participation du Grand- Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Eu- ropéenne pour la Reconstruction et le Dé- veloppement

Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Pre- mier Ministre, Ministre d'État, le 18.09.2006

14. **5612** - Projet de loi modifiant la loi mo- difiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 20.09.2006

15. **5613** - Projet de loi portant approbation - du Septième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle; - des amendements au Règlement général de l'Union postale universelle, à la Con- vention postale universelle et à son Protocole fi- nal; - des amendements à l'Arrangement concernant les services de paiement de la poste; signés au Congrès postal universel de Bucarest, le 5 octobre 2004

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 20.09.2006

16. **5614** - Projet de loi autorisant la partici- pation de l'État à la transformation et à la modernisation des Ailes Centrale et Cité du Centre intégré pour personnes âgées de la Fondation Pescatore

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Mi- nistre de la Famille et de l'Intégration, le 21.09.2006

17. **5615** - Projet de loi portant: 1. transpo- sition de la Directive 2002/14/CE du Parle- ment Européen et du Conseil du 11 mars 2002 établissant un cadre général relatif à l'information et la consultation des tra- vailleurs dans la Communauté européenne; 2. modification des Titres I et II du Livre IV du code du travail

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 05.10.2006

18. **5616** - Projet de loi relative aux fonds d'investissement spécialisés et portant - abrogation de la loi du 19 juillet 1991 rela- tive aux organismes de placement collectif dont les titres ne sont pas destinés au pla- cement dans le public; - modification de la loi modifiée du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif; - modification de la loi du 10 juillet 2005 rela- tive aux prospectus pour valeurs mobilières; - modification de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajou- tée

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 05.10.2006

19. **5617** - Proposition de loi portant modifi- cation de la loi du 23 juin 1972 sur les em- blèmes nationaux, telle qu'elle a été modi- fiée

Dépôt: Monsieur Michel Wolter, le 05.10.2006

20. **5600** - Projet de loi concernant le bud- get des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2007

Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 11.10.2006

3) En date du 17 juillet 2006 fut remise par les «Sportfëscher vum Stauséi» la pétition N°273 relative au libre accès au barrage.

4) Par lettre du 20 septembre 2006 Mon- sieur le Député Carlo Wagner a informé le Président de la Chambre qu'il désire inter- peller le Gouvernement au sujet de l'évolu- tion future du secteur vitivinicole.

5) Par lettre du 6 juillet 2006, le Secrétaire général du Parlement européen a fait par- venir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de ses- sion du 12 au 15 juin 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'ac- cord entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine concernant cer- tains aspects des services aériens;
- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion, au nom de la Communauté européenne, du pro- tocole de la convention alpine sur l'agri- culture de montagne;

- position sur la proposition de décision du Conseil sur l'adoption, au nom de la Com- munauté européenne, du protocole sur la protection des sols, du protocole sur l'énergie et du protocole sur le tourisme de la convention alpine;

- résolution sur la situation des prisonniers à Guantánamo;

- résolution sur les conséquences de l'arrêt de la Cour du 13 septembre 2005;

- résolution sur les étapes futures de la pé- riode de réflexion et d'analyse sur l'avenir de l'Europe;

- résolution sur le sommet UE-Russie qui s'est tenu à Sochi le 25 mai 2006;

- résolution sur les armes légères et de pe- tit calibre, dans la perspective de la Conférence de 2006 chargée de revoir le programme d'action des Nations Unies destiné à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects et vers l'élaboration d'un traité international sur le commerce des armes.

D'autre part, le Parlement européen a adopté le document suivant:

- résolution sur les délibérations de la com- mission des pétitions au cours de l'année parlementaire mars 2004 - décembre 2005.

Par lettre du 9 octobre 2006 il lui a encore fait parvenir le texte des documents adop- tés au cours de la période de session du 4 au 7 septembre 2006:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant l'approbation, au nom de la Communauté européenne, de la convention de Rotterdam sur la procé- dure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à cer- tains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'ac- cord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et l'Union des Comores;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'ac- cord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République des Seychelles;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part;

- résolution sur les relations UE-Chine;

- résolution sur la situation au Moyen- Orient;

- résolution sur la suspension des négocia- tions sur le programme de Doha pour le développement;

- résolution sur la participation du Parle- ment européen aux travaux de la Confé- rence de La Haye à la suite de l'adhésion de la Communauté;

- résolution sur la protection du patrimoine naturel, architectural et culturel européen dans les zones rurales et les régions insu- laires.

## 4. Retrait du rôle des affaires du projet de loi 5241

An hirer Réunion vum 4. Oktober huet d'Präsidentekonferenz sech mat der De- mande vun der Regierung averstanen erkläert, fir de Projet de loi 5241 iwwert d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz vum Rôle sträichen ze loosser.

Ass d'Chamber heimadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5012, eng Konventioun iwwert d'Voluntariat. D'Rie- dezäit ass nom Basismodell festgelegt. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Bettel, d'Madame Dall'Agnol an den Här Adam. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Marie- Josée Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

## 5. 5012 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire trans- national à long terme pour les jeunes, faite à Strasbourg, le 11 mai 2000

**Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeu- nesse**

» Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice.- Merci, Här President. Dir Dam- men an Dir Hären, haut schwätze mer iwwert de Gesetzesprojet 5012, deen d'Con- vention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme pour les jeunes unhëlt, déi den 11. Mee 2000 zu Stroossbuerg ënnerzeechent ginn ass.

Och wann dës Konventioun scho méi wéi sechs Joer al ass, wäert de Grand-Duché dat éischt Land sinn, dat se approvüiert. Fir datt d'Konventioun awer kann a Kraaft treden, mussen op d'mannst fënnf EU- Länner ratifizéiert hunn.

De Grond fir dëse Retard vun der Approba- tioun ass, datt d'Majoritéit vun den EU-Mem- berlänner schonn zënter Joren esou e Ser- vice volontaire garantéieren.

Éier ech am Detail op déi Konventioun aginn, denken ech, datt et wichteg ass fir kuerz ze erklären, wat gemengt ass mat deem Service volontaire.

De Comité Directeur Européen pour la co- opération intergouvernementale dans le do- maine de la Jeunesse, kuerz CDEJ, gëtt fol- gend Definitioun: Beim Service volontaire handelt et sech ëm e Léierprozess, souwuel vun deene Fräiwëllege wéi och vun deene Leit, déi mat hinne schaffen. Duerch dëse fräiwëllege Service ginn d'Jugend an d'Ins- titutione méi an d'Aschaffe vun neien inno- vativen Iddien agebonnen an hëllefen do- mat vläicht, fir eng méi gerecht Gesellschaft ze schafen, duerch Projeten, déi deenen neie Bedierfnisser nokommen an déi och nei Perspektiven an déi traditionell Aarbecht afléisze loosser. Dowéinst huet de Service volontaire d'Roll vun engem Katalysator an ass fir all Jonk zougänglech.

D'Iddi fir dës Konventioun auszeschaffen ass schonn 1995 zu Lëtzebuerg gebuer, während enger informeller Réunion vun den europäesche Ministeren, déi responsa- bel si fir de Beräich vun der Jugend. D'Mi- nistere ware sech do eens, datt ee misst e Statut an eng Konventioun vu jonke Fräiwël- lege schafen. D'CDEJ huet doropshin e Pro- jet ausgeschafft an och déi grad genannten Definitioun vum Service volontaire ginn.

Op EU-Niveau sinn d'Aktivitéite vum Service volontaire 1995 an de Programm „Jeunesse pour l'Europe“ integréiert ginn. 1996 ass d'Action pilote Service Volontaire Européen un d'Rulle komm an zwee Joer méi spéit, op Basis vum Artikel 126 vum Traité, ass d'Ent- scheidung gefall fir de Programme d'action communautaire Service Volontaire Euro- péen ze schafen. Sait Mee 2000 ass de Ser- vice Volontaire Européen (SVE) mat abe- zunn an dëse Programm.

Op nationalem Plang ass hei an der Cham- ber schonn de 16. Dezember 1998 e Projet de loi iwwer e fräiwëllegen Déngscht uge- holl ginn. Saitdeem gëtt et am Grand-Duché en adequat Gesetz, datt op d'Froen an dë- sem Beräich ageet. Vu datt den nationalen Text absolut am Aklang steet mat dem Text vun der Konventioun, gëtt et hei kee Grond fir dëse Projet de loi net unzehuelen.

D'Konventioun huet schonn eng ganz grouss Bedeitung. Och wa se vum Conseil de l'Europe beschloss ginn ass, esou ass se op fir all Memberland vun der Convention culturelle européenne. Si associéiert also souwuel Jonker aus den EU-Memberlänner wéi och aus den Netmemberlänner a soll dozou bäidroen, fir d'soziaalt Engagement an d'Solidaritéit vun deene Jonken ze stäer- ken a se un d'europäesch Iddi ze bannen. Et sinn dës jonk Leit, déi an e puer Joer wäerten iwwert d'Zukunft vun Europa déci- déieren. Dowéinst ass et enorm wichteg, datt mir se elo fir d'Thema an d'Bedeitung vun Europa sensibiliséieren.

Esou ee Service volontaire an engem anere Land erweidert den Horizont vun deene jonke Leit a léiert se d'Scheiheet virun deem Frieme verléieren a si ginn och méi tolerant an oppe fir aner Leit a Kulturen.

D'Convention européenne sur la promotion d'un service volontaire transnational à long terme fir déi Jonk gesäit vir, datt an all Land e Koordinatiounsorgan gewielt gëtt. Bei eis zu Lëtzebuerg mécht dat scho seit Joren de Service nationale de la Jeunesse. Déi

leeschte ganz gutt Aarbecht, an ech wëll deenen och hei op dëser Plaz en härz- leche Merci ausschwätzen.

Ech wëll hei nach kuerz op e puer praktesch Aspekter vum Service volontaire agoen. D'Konventioun gesäit eng Dauer vun dräi Méint bis ee Joer vir. D'Lëtzebuerger Ge- setz kann awer am Spezialfall a mat gudder Begrënnung eng maximal Dauer vun 18 Méint accordéieren. Laut Konventioun sol- len déi Fräiwëlleg tëschent 18 a 25 Joer al sinn. Och hei geet d'Lëtzebuerger Recht méi wäit a gesäit eng Derogatioun vir, esou datt den Alter vu 25 Joer dierf iwwerschritt ginn. 27 Joer si bei eis awer en absolute Maximum. De Mindestalter läit zu Lëtze- buerg bei 16 Joer. Déi, déi de Service am Ausland kënnen maachen, mussen awer voll- jährig sinn.

Dat nationaalt Gesetz erlaabt et nëmmen den ONGen, den Accueil vun deene Jonken ze organiséieren. D'Konventioun setzt op deem Punkt awer keng Limiten, esou datt een hei méi eng grouss Ouverture am Sënn vun der Konventioun wäert hunn.

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach e puer Zuelen a praktesch Informa- tiounen ze ginn. Wann et 1999 nëmme véier Jonker - zwee Jongen an zwee Meedercher - waren, déi an d'Ausland gaange sinn, esou waren et der 2005 scho 14 - véier Jon- gen an zéng Meedercher. An do war och eent aus menger Gemeng dobäi.

Zënter 1997 hunn am Ganzen 104 Jonker aus dem Grand-Duché hire Service volon- taire am Ausland gemaach. Dovunner wa- ren der 45 Jongen an 59 Meedercher. Als Pays d'accueil war Frankräich am beléifsts- ten. Et sinn awer och aner europäesch No- peschlännere gewielt ginn.

Ech mengen, et ass wichteg, datt een déi Jonk sensibiliséiert fir ebe vun dësem Ser- vice ze profitéieren, well wéi ee Jugend- leche wëllt net d'Welt bereesen, friem Kul- ture kenne léieren, Land a Leit esou kenne léieren, wéi se a Wierklechkeet sinn? Vun dem Ëmweltschutz iwwert d'Kultur, Kanner- a Seniorebetreuung, Sport a Katastrophe- schutz kënnen Jugendercher sech e Projet auswielen. Fir datt si sech awer net eleng gelooss spieren, kënnen si och iwwer e Men- tor verfügen, deen hinnen zur Verfügung gestallt gëtt, wa si Problemer hunn.

Ervirhiewe wëll ech awer och nach, datt dee ganzen Openthalt gratis ass an datt och eng Assurance d'Sécherheet garantéiert. Och ass e klengt Täschegeld virgesinn; dat ass awer vu Land zu Land ënnerschiddlech. Den Duerchschnitt läit bei 160 Euro.

De Grand-Duché gëtt awer och ëmmer méi beléift als Pays d'accueil. An deene lesch- ten zéng Joer hunn 157 Jonker de Wee op Lëtzebuerg fonnt fir de Service volontaire. Déi Jonk sinn aus ville Länner bei eis komm, dee gréissten Deel awer aus Däitschland, an duerno Frankräich.

Fir datt dëse positiven Trend weidergeet, bieten ech lech, dëse Projet de loi ze stëm- men. Ech erënneren nach drun, datt dëse Projet den 9. Juli 2002 scho vum Conseil d'État aviséiert ginn ass; datt mer en den 23. Mee vun dësem Joer an der Familie- kommissioun diskutéiert hunn an datt de 26. Juni de Rapport presentéiert an ugeholl ginn ass. Domadder hoffen ech, Dir Dam- men an Dir Hären, dass dëse Projet de loi Är Zoustëmmung fënnt a ginn och den Ac- cord vu menger Fraktioun.

Merci.

» Plusieurs voix.- Très bien!

» M. le Président.- Merci, Madame Frank. Als éischte Riedner ass ageschriw- wen den honorabelen Här Bettel.

**Discussion générale**

» M. Xavier Bettel (DP).- Här Presi- dent, ech soen lech Merci, mä ech mengen no esou engem komplette Rapport, wéi eis honorabel Kolleejin heibannen, d'Madame Frank, gemaach huet...

(Hilarité)

Ech hu keng Boulette gemaach!

Also, ech wëll hir hei félicitéieren. Ech wëll just soen, dass d'Wichtegkeet schonn eleng vun den Zuele vun nëmme véier 1999 op 14 2005 beweist, dass den Intérêt do ass. Et ass just traureg, dass déi aner Länner och esou laang gebraucht hunn, wann ee weess, dass mir elo déi Éischt sinn, déi dat ënnerschreiwen. Mir hunn eis och Zäit ge- holl, mä mir sinn awer nach ëmmer déi Éischt.

Ech mengen, mir kënnen eis nëmme freeën, fir dësen Text hei kënnen ze stëmme, och wann ech et elo net genau weess, ob een aus eiser Gemeng eng gefuer ass, Madame Buergermeeschtesch. D'Méiglechkeet wäert och grouss sinn, an esou wäerte mer